

Histoires de Changement en Nutrition

NOTE DE SYNTHÈSE 2020

Leçons Apprises



Tommy Trenchard/Panos Pictures

Burkina Faso

Introduction

Au Burkina Faso, la nutrition a enregistré des progrès considérables au cours des 30 dernières années. Les taux de retard de croissance des enfants de moins de 5 ans ont diminué (passant de 45 % en 1998-99 à 25 % en 2018) et les déterminants connus de nutrition se sont améliorés. Le secteur de la nutrition occupe désormais une meilleure place parmi les priorités nationales. Plusieurs politiques spécifiques ont été adoptées et le budget alloué à la nutrition a été augmenté. Malgré ces bons résultats, un grand nombre de problèmes demeurent. La présente note de synthèse, qui s'inspire du rapport sur les histoires de changement constatés au Burkina Faso, présente les réussites du Burkina Faso en matière de nutrition, indique les difficultés rencontrées et donne des recommandations fondées sur des données probantes afin de répondre aux problèmes actuels et à venir.

Histoires de succès

Qu'est-ce qui a créé un environnement propice à la nutrition au Burkina Faso ? Comment s'est-il traduit au niveau communautaire ?

Succès du secteur de la santé et des soins de santé locaux

Le secteur de la santé et les services de santé locaux ont amélioré la nutrition en profondeur. Le ministère de la Santé a joué un rôle moteur en permettant des changements nutritionnels grâce à la mise en œuvre de politiques de nutrition spécifiques ou sensible à la nutrition, qui se sont concrétisées efficacement en programmes. Ces changements vont d'une large extension de la couverture vaccinale il y a vingt ans (les études ont montré le rôle essentiel qu'elle a joué dans la réduction des retards de croissance) à la mise en œuvre récente d'une politique de soins de santé gratuits aux femmes enceintes et aux enfants.

transform
nutrition
WEST AFRICA



INTERNATIONAL
FOOD POLICY
RESEARCH
INSTITUTE



V4CP
Voix Pour le Changement

SNV

de moins de 5 ans (souvent mentionnés au sein des communautés comme un moteur d'amélioration tangible). Au cours de la dernière décennie en particulier, le ministère de la Santé a réussi à faire voter plusieurs lois spécifiques ou sensibles à la nutrition, à augmenter son budget consacré à la nutrition et à recruter plus d'agents de santé communautaires et de nutritionnistes expérimentés. Il a également été à l'origine de plusieurs étapes importantes, notamment la création de la Direction de la nutrition en 2002, celle du Conseil national de concertation en nutrition (CNCN) en 2008 et l'adoption de la première politique nutritionnelle en 2007.

Succès des collaborations inter-acteurs

La Direction de la nutrition (DN), ancrée au ministère de la Santé, a joué un rôle central pour une coordination efficace entre le ministère, les agences des Nations Unies et les organisations internationales grâce à l'action du PTF Nutrition (partenaires techniques et financiers) qui a été mis sur pied en 2012. La collaboration entre la DN et le PTF Nutrition a permis de faire passer la nutrition à un plus haut niveau de priorité, de rationaliser les définitions de la nutrition, de mobiliser des financements et de définir des objectifs politiques. Le PTF Nutrition a également joué un rôle déterminant en faisant passer les objectifs nutritionnels internationaux au premier plan de la politique du ministère de la Santé. La nutrition occupant une place de plus en plus importante à l'échelle internationale, le PTF a appuyé la DN pour que cette tendance internationale se traduise en actions à l'échelle nationale. La coopération internationale autour de la nutrition a été jalonnée de moments-clés, notamment lorsque le Burkina Faso a rejoint le mouvement SUN en 2011 et lors de l'adoption

du premier plan d'action pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en 2013.

Succès de la sensibilisation sectorielle à la nutrition

Même si le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire a toujours été impliqué dans la nutrition, après la création de la DN, cette question est devenue en grande partie l'affaire du ministère de la Santé. Ces dix dernières années, la notion de sécurité alimentaire et nutritionnelle a fait des émules et, actuellement, les structures de coordination sectorielle sont en voie de restructuration afin de mieux intégrer sécurité alimentaire et nutrition. Cela a permis de mobiliser des financements pour la nutrition par l'intermédiaire du secteur de l'agriculture, mieux financé que celui de la santé. Actuellement, la prise en compte multisectorielle de la nutrition au-delà du secteur agricole prend également de l'ampleur. Une collaboration multisectorielle se met en place, comme le montre par exemple l'initiative lancée par le Président Roch Marc Christian Kaboré visant à « assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas de bonne qualité et en quantité suffisante par jour », qui regroupe des objectifs de nutrition, de sécurité alimentaire, d'éducation et de génération de revenus communautaires.

Succès de la colocalisation des initiatives sectorielles entraînant des améliorations visibles

Entre 1998-99 et 2010, le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance est passé de 45 % à 35 %. Au cours de la même période, des améliorations mesurables d'un certain nombre d'indicateurs indirects des programmes et



Tommy Trenchard/Panos Pictures

des services tels que les actifs, l'éducation parentale, les soins prénatals, l'eau courante et la prévalence de la défécation en plein air ont été enregistrées, ce qui pourrait expliquer la moitié de la réduction du retard de croissance observée. En 2018, 25% des enfants accusaient un retard de croissance. Il semble que les communautés locales sont de mieux en mieux informées sur les facteurs de nutrition, notamment sur les pratiques d'alimentation et de soins prodigués aux enfants, la malnutrition, la sécurité alimentaire, les soins aux femmes enceintes et les pratiques d'hygiène. Elles ont rapporté des améliorations de la nutrition et de ses facteurs dans leurs villages, et présenté leur expérience positive des programmes sectoriels sensibles à la nutrition, tels que l'accès à des magasins vendant des produits alimentaires subventionnés (via la société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire, SONAGESS), la mise en œuvre de la politique de soins de santé gratuits aux femmes et aux enfants de moins de 5 ans, et l'augmentation du nombre d'agents sanitaires dans leurs communautés.

Histoires de défis

Quels sont les défis actuels dans le domaines de la nutrition ?

Garder pour la nutrition une position équitable parmi les priorités nationales

La nutrition a progressé au sein des priorités nationales, mais à cause d'autres menaces (sécurité, migration et crise du déplacement de la population, insécurité alimentaire et changement climatique), l'importance qui lui est accordée risque de ne pas être durable. Aujourd'hui, l'enjeu consiste à étudier et comprendre comment les résultats en matière de nutrition et les nouvelles crises sécuritaire et alimentaire pourraient avoir un impact positif ou négatif les uns sur les autres, et à maintenir un équilibre du financement et de l'action gouvernementale adéquat entre ces priorités. Il est impératif que le gouvernement du Burkina Faso continue d'accorder la priorité aux objectifs qui renforcent l'autonomie et les moyens d'action des communautés tels que l'éducation des enfants, les opportunités économiques pour les femmes, la modernisation de l'agriculture familiale et l'eau potable, qui sont tous également considérés comme étant des moteurs d'un changement positif en matière de nutrition.

Les politiques de sécurité alimentaire à venir pourraient aussi potentiellement faire reculer la nutrition. Par exemple, dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, l'État a consacré des ressources importantes à la culture de rente unique. De tels changements, même s'ils peuvent être positifs pour la sécurité alimentaire, peuvent ne pas être directement compatibles avec les objectifs nutritionnels si l'on

ne prend pas des mesures supplémentaires pour améliorer la nutrition, et si la durabilité n'est pas attentivement considérée. Les personnes interrogées ont indiqué que même si l'agriculture sensible à nutrition avait progressé, notamment grâce au maraîchage, elles ont constaté dans le même temps un recul (confirmé par les données quantitatives) de la production de sorgho et de mil au profit du maïs et du riz. Certains des changements associés du régime alimentaire traditionnel (par exemple moins de variété d'aliments de base contenant moins de nutriments) pourraient nuire à la nutrition à long terme.

Stabiliser la position fragile de la nutrition dans et entre les secteurs de la santé et de l'agriculture, et favoriser l'intégration de la nutrition dans les politiques et les programmes sectoriels

La nutrition ayant gagné en importance grâce à son ancrage au ministère de la Santé, l'enjeu consiste maintenant à stabiliser sa position fragile dans et entre les ministères de la Santé et de l'Agriculture, à renforcer son intégration dans les politiques et les programmes, et à promouvoir un dialogue dynamique avec les organes de coordination. Actuellement, le Conseil national de la sécurité alimentaire (CNSA) est présidé par le ministère de l'Agriculture et le CNCN par le ministère de la Santé. Le Burkina Faso envisage de consolider le CNCN en créant un nouvel organe de coordination qui sera piloté au plus haut niveau de l'État. Certaines des personnes interrogées préconisent également que le CNSA et le CNCN soient fusionnés. D'autres craignent que, si la coordination de la nutrition est transférée au plus haut niveau et/ou que le ministère de l'Agriculture obtient plus de pouvoir dans l'organe créé, les acteurs jouant un rôle important dans la nutrition mais pas dans la sécurité alimentaire perdent de l'influence.

Les autres secteurs (éducation, emploi et protection sociale, environnement, eau et assainissement, commerce, industrie, recherche) doivent mieux comprendre comment la nutrition peut contribuer à leurs résultats et/ou comment ils peuvent contribuer aux résultats de la nutrition, et faire plus d'efforts pour formaliser ces notions dans les politiques et les programmes. Le Plan national de développement économique et social (PNDES) étant le document directeur de structuration de la politique, sa révision prévue en 2020 sera une occasion très importante de renforcer la position de la nutrition. Si la nutrition, actuellement classée comme étant un sous-secteur de la santé, devait être reclassée comme étant un thème « transversal » dans le PNDES, elle devra alors être intégrée par les autres secteurs pertinents.

Les communautés locales sont conscientes que la disponibilité accrue et la surconsommation d'aliments non nutritifs (trop gras, trop sucrés, trop salés) posent de nouveaux défis et risquent

d'aggraver les problèmes de malnutrition et de surcharge pondérale. Étant donné que ces aliments non nutritifs sont souvent transformés et/ou importés, ce problème pourrait rendre les réponses multisectorielles plus complexes et nécessitera une meilleure coordination entre les secteurs du commerce et de la transformation.

Renforcer les capacités et l'appropriation aux niveaux décentralisé et communautaire pour accélérer les interventions dans le domaine de la nutrition

La concrétisation des politiques centrales en actions efficaces à grande échelle reste problématique et nécessite donc une meilleure organisation de la coordination verticale. La décentralisation exige une plus grande participation des communes et des provinces aux activités de planification, une meilleure communication entre les niveaux et une répartition équitable des financements, de l'expertise et des ressources humaines. Actuellement, les communautés ne défendent pas elles-mêmes leur cause et les priorités sont définies en grande partie par les acteurs internationaux, créant un déséquilibre des forces entre l'influence des populations locales et celle des organisations internationales. Une plus grande implication des acteurs locaux dans les activités de plaidoyer permettrait de mobiliser des ressources pour les niveaux décentralisés.

La pauvreté également reste problématique, car elle empêche les communautés locales de satisfaire leurs besoins de base (qui sont en grande partie des facteurs de la nutrition). Par conséquent, leurs capacités seraient renforcées si l'on accordait plus d'attention à l'analphabétisme, au financement de l'éducation et à la fourniture de services sociaux.

Renforcer les données, l'utilisation des données et la redevabilité

La collecte des données et l'accessibilité se sont améliorées, notamment grâce aux enquêtes nationales de nutrition (depuis 2009) qui utilisent la méthodologie SMART. Cependant, certaines lacunes persistent, en particulier dans l'existence, le traitement et/ou l'utilisation de données permettant d'étayer l'action locale, d'améliorer les programmes, de relier la malnutrition et la mortalité, et d'évaluer la contribution des autres secteurs à la nutrition et vice versa. Actuellement, si une plateforme regroupant toutes les données nutritionnelles du Burkina Faso est en cours de développement, il n'en existe encore aucune.

Selon les personnes interrogées, la redevabilité continue de poser de sérieux problèmes au Burkina Faso, même si la situation s'améliore timidement.

Le manque de données intégrées, la difficulté d'accès aux données empêchant de suivre les progrès et l'absence d'une culture de la redevabilité sont autant de raisons qui expliquent ce manque de responsabilisation. Cela pourrait expliquer le problème d'efficacité de la décentralisation par le pouvoir central, donc le renforcement de la redevabilité pourrait également améliorer la décentralisation.

Préserver l'inclusion

Les femmes sont de plus en plus impliquées dans le maraîchage, la commercialisation des produits agricoles et la transformation. Comme elles n'ont pas d'accès formel au crédit, ce sont souvent les groupements féminins qui leur permettent de bénéficier de crédits et de financer l'achat d'intrants ou d'autres activités génératrices de revenus. Étant donné les changements positifs attribués à ces activités, il est important que les autorités publiques soutiennent les mesures qui aident les femmes et organisent des causeries éducatives, leur donnent accès au crédit, leur dispensent des formations professionnelles et agricoles.

Les femmes et les jeunes sont plus nombreux que les hommes dans le secteur du maraîchage, mais le manque d'installations d'approvisionnement en eau et d'accès aux marchés les empêche de réussir. En pratique, les femmes ne possèdent pas de terres mais cultivent celles de leurs maris. Les jeunes ont également des difficultés à accéder à la terre, et comme la population continue de croître, cela risque de devenir de plus en plus difficile. Étant donné que la majorité des burkinabés vivent de l'agriculture, il est impératif que les politiques agricoles non seulement prennent en compte les femmes, mais leur accorde plus de poids, et qu'elles ne se focalisent pas seulement sur la production alimentaire, mais également sur la production d'aliments prenant en compte la nutrition. La production et les achats de produits alimentaires, qui déterminent directement les résultats nutritionnels, dépendent des services de vulgarisation agricole, de l'accès aux intrants, des installations de distribution d'eau, des infrastructures, de l'accès aux marchés et de l'autonomisation sociale et financière des femmes.

Il apparaît que la politique nutritionnelle ne prend pas suffisamment en compte les enfants de plus de 5 ans, les adolescents, les hommes et les femmes âgées dont l'inclusion pourrait être améliorée. Le renforcement des programmes destinés à soutenir les jeunes, qui souvent abandonnent l'agriculture pour migrer, peut aussi renforcer les communautés et offrir des activités génératrices de revenus.



Écrire l'avenir Comment pouvons-nous commencer à résoudre les problèmes à venir ?

Préserver durablement l'élan et le financement de la nutrition

L'initiative du Président visant à « assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas de bonne qualité et en quantité suffisante par jour » montre que le Burkina Faso reste engagé pour la nutrition, mais il est vital que ce cap soit maintenu au sein des ministères. En outre, le rythme de la coopération entre les secteurs concernés et celui de la nutrition doit être maintenu. Nous recommandons que les enquêtes nationales sur la sécurité alimentaire soient mieux intégrées avec celles sur la nutrition, la démographie et la santé, afin que l'impact de la nutrition sur les objectifs sectoriels et celui des politiques sectorielles sur la nutrition puissent être mesurés.

L'essentiel du financement de la nutrition continue de provenir de l'étranger, mais rien ne garantit que les donateurs étrangers maintiennent durablement leurs contributions. Il est impératif qu'une partie du budget national soit consacrée à la nutrition, afin que son financement soit durable. Nous recommandons que le Gouvernement identifie dans chaque ministère les lignes budgétaires qui pourraient financer les mesures axées sur la nutrition, assurant ainsi une utilisation plus rationnelle du financement public.

Au niveau local, le cap pourra également être mieux maintenu si des objectifs nutritionnels, des activités impactant la nutrition et un financement adéquat étaient intégrés dans les plans de développement communaux. Actuellement, la nutrition est gérée par les acteurs nationaux et les communautés locales ont peu d'influence sur la définition des priorités dans ce domaine.

Améliorer l'agriculture, les marchés et les chaînes de valeur

Les producteurs sont confrontés à d'innombrables difficultés, telles que la dégradation des sols, la spéculation foncière, le manque d'accès aux intrants et au crédit pour moderniser leurs activités. Mais l'amélioration des exploitations agricoles familiales, principalement grâce à la modernisation des intrants et des méthodes, permettrait d'améliorer la sécurité alimentaire et les résultats nutritionnels. Les producteurs qui ont bénéficié de formations ont indiqué qu'ils utilisaient les nouvelles méthodes, mais la demande de services de vulgarisation et d'autres formes d'appui dépasse l'offre. Si l'on donne aux organisations de producteurs plus de moyens pour fournir des services de vulgarisation, augmenter les subventions, améliorer les systèmes de gestion de l'eau, fournir aux agriculteurs des outils pour comprendre les prix du marché et des techniques pour stocker leurs récoltes, il est probable que cela augmenterait de manière significative la capacité de production des producteurs.

Les producteurs ont également beaucoup de difficultés à comprendre les prix du marché, accéder aux marchés ou obtenir des capitaux pour investir dans l'élevage ou les cultures de rente. Pour y remédier, le Burkina Faso pourrait renforcer diverses chaînes de valeur, ce qui permettrait aux producteurs de diversifier les produits alimentaires sur leurs marchés locaux, d'augmenter leurs revenus et d'acheter des aliments pour diversifier les régimes alimentaires. L'amélioration des chaînes de valeur exigerait aussi le renforcement des infrastructures, des capacités de transformation et de l'accès aux marchés extérieurs. En outre, l'accumulation de biens se traduisant par la possession de moyens de communication, des moyens de transport, des réfrigérateurs et des améliorations du logement peut permettre un accès et une utilisation plus facile de divers services publics et privés, de meilleurs

conditions de vie et un accès à de meilleurs moyens de conservation des aliments.

Résoudre les problèmes d'eau et d'assainissement et évaluer l'effet sur la nutrition de la lutte contre le paludisme

Comme le montre notre analyse des déterminants de la nutrition et de leur amélioration au cours des dernières décennies, les problèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont encore très nombreux. L'extension de la couverture des programmes d'assainissement communautaires doit faire partie des premières priorités au Burkina Faso, compte tenu de l'effet positif important que cela pourrait avoir sur la croissance linéaire des enfants et du large potentiel de progression pour la réduction de la défécation en plein air. Les programmes qui améliorent l'accès à l'eau courante dans les maisons doivent être maintenus et développés aux endroits où ils sont rentables. Des programmes pilotes d'amélioration du stockage de l'eau doivent être élaborés et évalués. D'ici là, il est urgent de collecter des données au niveau national sur le stockage approprié de l'eau potable (en plus des données sur les sources appropriées d'approvisionnement en eau et le traitement approprié de l'eau) afin d'évaluer correctement comment cette pratique peut avoir des effets sur la santé et la nutrition au Burkina Faso.

Nous n'avons pas pu évaluer les effets de l'introduction et de la diffusion des programmes de lutte contre le paludisme sur la croissance linéaire des enfants. Ce point doit être étudié car il est probable que le recul du paludisme a des effets positifs sur la nutrition.

Comblent les lacunes des enfants et de leurs parents en termes d'instruction et de connaissances

L'augmentation significative de la durée de scolarisation des filles comme des garçons pourrait avoir des incidences directes sur les résultats nutritionnels. Les services nutritionnels à l'école (comme prévus par l'initiative présidentielle) peuvent avoir pour effet d'augmenter la couverture scolaire et la durée de scolarisation, et améliorer les résultats scolaires. Nous pensons que les bénéfices nutritionnels pourraient même être plus élevés si le programme scolaire du primaire comprenait de solides enseignements sur la nutrition, la santé et l'hygiène, comme le prévoit actuellement le plan multisectoriel pour la nutrition du Burkina Faso 2017-2020.

Le Burkina Faso doit continuer à améliorer les connaissances et les pratiques des parents sur des questions importantes telles que l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, la santé, l'hygiène, le genre et la nutrition, et créer et entretenir la demande communautaire et l'offre de ces services.

Pour que leur couverture soit large et durable, ces activités de renforcement des capacités doivent utiliser divers canaux, y compris les médias de masse, et plus particulièrement la radio. Les possibilités d'intégration dans les formations d'autres secteurs (par exemple les formations agricoles) et/ou d'utilisation de plateformes existantes (telles que les groupements féminins ou les groupes de producteurs) doivent être identifiées.

Renforcer la résilience

Les services de vulgarisation agricole doivent renforcer la résilience des agriculteurs à la sécheresse et à la dégradation des sols en leur fournissant des systèmes de gestion de l'eau, des formations sur le compostage et les engrais biologiques, et des techniques telles que les demi-lunes, le zai, la rotation des cultures, les murets de pierre et les puits profonds. Les producteurs n'ont pas accès aux informations qui peuvent les aider à planifier les cultures et les ventes, et les outils permettant de comprendre les conditions météorologiques et les informations sur les prix leur seraient utiles. Ces outils doivent être mieux diffusés parmi les producteurs afin qu'ils puissent optimiser les efforts qu'ils fournissent pour avoir des produits alimentaires et des revenus, surtout lors des pénuries.

La croissance démographique contribue également à aggraver le problème d'accès à la terre. Il est impératif que le Gouvernement du Burkina Faso étende les programmes de protection sociale qui viennent en aide à une population de plus en plus nombreuse et garantissent la sécurité alimentaire. Il doit également maintenir les programmes qui donnent de bons résultats, tels que les soins gratuits pour les enfants et les femmes enceintes, ainsi qu'un approvisionnement stable en produits alimentaires grâce au SONAGESS (magasins qui vendent des produits alimentaires de base subventionnés). Les programmes de planification familiale destinés à maîtriser la taille des familles et à espacer les grossesses, et l'extension de la couverture des soins prénatals, peuvent avoir également des effets positifs mesurables sur la croissance linéaire des enfants.

La montée de la violence extrémiste en Afrique de l'Ouest est un problème crucial qui doit être résolu immédiatement. Les terroristes ont ciblé des représentants de l'état au niveau local, des écoles et des enseignants, et des marchés. Ils recrutent au sein des communautés locales. Il est impératif que des mesures soient prises pour protéger les communautés et fournir aux populations des moyens d'existence, afin que rejoindre les rangs des terroristes pour survivre ne devienne pas la seule option envisageable, dans un contexte où la croissance démographique laisse et continuera de laisser de nombreux jeunes sans emploi.

Conclusion

L'histoire de la nutrition au Burkina Faso est relativement récente. La nutrition, en tant que secteur et domaine indépendants, n'a bénéficié d'une attention véritable que depuis dix ans, et le contenu des prochains chapitres reste encore à écrire. Le Burkina Faso a accompli des progrès importants dans le domaine de la nutrition, et peut s'estimer fier des bons résultats obtenus au sein des communautés locales, du gouvernement, et sur la scène internationale. À l'avenir, le Burkina Faso devra s'efforcer de maintenir son élan en faveur de la nutrition au niveau national et entre les ministères concernés, permettre une meilleure prise en compte de la nutrition dans les politiques sectorielles, opérationnaliser concrètement les politiques sensibles à la nutrition au moyen programmes efficaces, donner aux autorités décentralisées les moyens d'agir pour la nutrition, renforcer les capacités des communautés locales à produire et s'approvisionner en aliments plus nutritifs, sensibiliser les communautés locales à la nutrition pour accroître depuis la base la demande en terme de nutrition, et réduire les risques liés au changement climatique et à la menace sécuritaire.

Ce qu'il faut retenir

- Entre 1998-99 et 2018 au Burkina Faso, le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance est passé de 45 % à 25 %.
- Le ministère de la Santé et ses partenaires techniques et financiers sont ceux dont l'engagement et les actions ont été les plus visibles dans le domaine de la nutrition. Le ministère de la Santé, qui héberge la Direction de la nutrition, a fait passer plusieurs politiques sur la nutrition, augmenté le recrutement d'agents de santé (y compris communautaires) et de nutritionnistes, amélioré la couverture vaccinale (ce qui a eu d'importantes répercussions sur le retard de croissance des enfants entre 1993 et 2010) et mis en œuvre une politique de soins de santé gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans.
- Le ministère de l'Agriculture a été décrit comme celui ayant le plus d'influence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Les communautés locales ont perçu le changement nutritionnel. Les personnes interrogées ont spontanément mentionné certains déterminants connus de la nutrition comme ayant amélioré leur situation nutritionnelle, notamment l'amélioration de leurs connaissances et de leur accès au système de santé et à une alimentation diversifiée. Les communautés locales ont également décrit le travail des agents de différents

ministères (santé et agriculture) avec les femmes, les jeunes et les organisations de la société civile.

- Les parties prenantes ont indiqué que la nutrition avait une meilleure position dans l'ordre des priorités, surtout depuis dix ans. Cependant, le maintien de cette position sera difficile à l'avenir, car les problèmes liés au climat, à la migration et à la sécurité mettent le Burkina Faso face à de nouveaux défis. En outre, avec la restructuration par le Gouvernement de ses organes de coordination de la nutrition et de la sécurité alimentaire, les différents secteurs et acteurs se livrent à des jeux de pouvoir pour tenter d'augmenter leur influence.
- Pour faciliter la coordination verticale des mesures prises en matière de nutrition, il est nécessaire de favoriser une plus grande participation des communes et des provinces aux activités de planification, avec une meilleure communication entre les niveaux et une répartition équitable des financements, de l'expertise et des ressources humaines ; ainsi que d'apporter de véritables améliorations dans les mécanismes de redevabilité. De plus, certaines lacunes persistent dans l'existence, le traitement et/ou l'utilisation de données permettant d'informer l'action locale, d'améliorer les programmes, de relier la malnutrition et la mortalité, et d'évaluer la contribution des autres secteurs à la nutrition et vice versa.
- La pauvreté généralisée et les inégalités empêchent les communautés locales de satisfaire leurs besoins de base et freinent la nutrition. Si l'on accorde une plus grande attention à la promotion de l'alphabétisation, au financement de l'éducation, à l'accès au crédit et à la fourniture de services sociaux de manière inclusive, elles seront mieux armées pour lutter contre la pauvreté.
- Les populations reconnaissent que la disponibilité accrue et la surconsommation d'aliments non nutritifs (trop gras, trop sucrés, trop salés) représentent un nouveau défi.
- À l'avenir, le Burkina Faso devra s'efforcer de maintenir son élan en faveur de la nutrition au niveau national au sein des ministères concernés, catalyser une meilleure prise en compte de la nutrition dans les politiques sectorielles, opérationnaliser concrètement les politiques sensibles à la nutrition au moyen de programmes efficaces, donner aux autorités décentralisées les moyens d'agir pour la nutrition, renforcer les capacités des communautés locales à produire et acheter des aliments plus nutritifs, sensibiliser les communautés locales à la nutrition pour accroître depuis la base la demande en terme de nutrition, et réduire les risques liés au changement climatique et à la menace sécuritaire.

Remerciements

Le présent résumé a été rédigé par **Zuzanna Turowska** et **Elodie Becquey**. Elles se sont inspirées du prochain rapport « Stories of Change in Nutrition in Burkina Faso » qui sera publié par **Zuzanna Turowska, Issa Sombié, Emilie Buttarelli, Anna Vanderkooy, Roos Verstraeten, Ampa Dogui Diatta, Loty Diop, Mariama Touré et Elodie Becquey**. Zuzanna Turowska, Emilie Buttarelli et Anna Vanderkooy sont des consultants indépendants. Elodie Becquey et Roos Verstraeten sont chercheuses à l'IFPRI. Issa Sombié est chercheur à l'ISSP (Burkina Faso). Ampa Dogui Diatta, Loty Diop et Mariama Touré sont analystes de recherche à l'IFPRI.

Copyright © 2020 Institut international de recherche sur les politiques alimentaires Tous droits réservés. Pour obtenir l'autorisation de republier, veuillez envoyer une demande à l'adresse ifpri-copyright@cgiar.org

La présente publication n'a pas fait l'objet d'une revue par des pairs. Les opinions exprimées ici n'engagent que leurs auteurs et ne sont pas nécessairement représentatives ou approuvées par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Le partenariat voix pour le changement (V4CP) renforce les capacités d'organisations de la société civile à attirer l'attention des décideurs au moyen d'arguments solides basés sur l'évidence, afin de soutenir le changement dans leur pays. Le programme V4CP est financé par le Ministère néerlandais des Affaires étrangères.

Transform Nutrition West Africa est une plateforme régionale permettant une action politique et programmatique efficace dans le domaine la nutrition. Elle est financée par la Bill & Melinda Gates Foundation de 2017 à 2021 et dirigée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

✉ Email : IFPRI-tnwa@cgiar.org

🌐 Site internet : transformnutrition.org/westafrica

🐦 Twitter : [@TN_NutritionRPC](https://twitter.com/TN_NutritionRPC)



Andrew McConnell/Panos Pictures



IFPRI

INTERNATIONAL
FOOD POLICY
RESEARCH
INSTITUTE

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Membre du Consortium CGIAR | Un monde sans faim ni malnutrition

West and Central Africa Office | Lot #2 Titre 3396 -BP 24063, Dakar-Almadies, Senegal

Tel: +221 33 869 98 00 | Fax: +221 33 869 98 41

Email: ifpri-dakar@cgiar.org | wca.ifpri.info